



## **FILIÈRES DE BOLOGNE : PRISE DE POSITION DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ – INFORMATION À LA FACULTÉ –**

Mercredi 12 avril 2006, le Conseil de l'université devait se prononcer sur les créations ou transformations de la plupart des filières de formation dans notre Faculté. Rappelons que s'il n'approuve plus les règlements d'études, le Conseil de l'université les examine pour décider s'il y a ou non création, transformation ou suppression d'une filière d'étude, puisque la loi sur l'université (art. 76, al. e) lui donne cette compétence : le Conseil de l'Université « se prononce sur les propositions de création ou de suppression des filières de formation ».

Pour autant, la décision n'est pas prise. Selon la loi sur l'université (art. 74) le rectorat :

e) approuve les règlements d'organisation des facultés et autres structures de l'université, qu'il soumet pour ratification au conseil de l'université;

f) transmet au Département de l'instruction publique, avec le préavis du Conseil de l'université, les propositions de création ou de suppression des filières de formation.

Le Conseil de l'université émet donc un préavis, qui ne préjuge pas de ce que feront le Rectorat et le Département de l'instruction publique. Ce préavis a cependant un poids important et la faculté attendait donc avec impatience que le Conseil prenne position.

Le Conseil a considéré :

- Que les maîtrises en sciences de l'éducation, en psychologie et en logopédie ne constituaient pas une filière nouvelle et ne s'est donc pas prononcé à leur sujet ;
- que la maîtrise en éducation spéciale et la maîtrise en enseignement primaire constituaient des filières nouvelles et qu'il devait se prononcer.

Après une discussion fournie, le Conseil a accepté la maîtrise en éducation spéciale par 10 oui, 7 abstentions, aucune opposition.

L'essentiel du débat a porté sur la filière de formation des enseignants. Le Conseil a choisi de voter « en bloc » sur l'orientation « Education et scolarisation » du baccalauréat universitaire et sur la maîtrise en enseignement primaire. Il a refusé d'approuver cette filière, par 9 voix contre 2, avec 7 abstentions.

Principaux arguments :

- une sélection après un an d'université est contraire à « l'esprit de Bologne » ;
- il n'est ni utile ni nécessaire d'offrir une formation longue de type Master.
- cette filière est trop dépendante de l'employeur

Si l'université ne peut pas limiter l'accès à une formation professionnelle pour l'assumer dans de bonnes conditions, il faut qu'elle s'en dessaisisse. Le second argument reprend les thèses du projet de loi visant à ramener la formation des enseignants primaires au niveau d'un Bachelor.

Cette décision place la Section des sciences de l'éducation et la faculté devant une situation extrêmement grave. Le refus de l'une des orientations du baccalauréat entraîne en effet son rejet global. Il devient donc impossible d'ouvrir les maîtrises auxquelles ce baccalauréat conduisait. En première analyse, le passage à Bologne est impossible pour la rentrée 2006 en même temps qu'il est obligatoire.

Dans la mesure où le refus du Conseil de l'université sera très vite connu, le décanat a jugé nécessaire de prévenir les membres du corps professoral et du corps intermédiaire immédiatement, de même que les associations d'étudiants.

Il n'est pas pour autant en mesure, pas plus que la présidence de la Section des sciences de l'éducation, de dire s'il est possible de sortir de cette impasse et encore moins comment.

Une concertation avec le rectorat s'impose et sans doute avec le DIP. En parallèle, des discussions internes devraient aboutir à des propositions qui seront soumises au collège des professeurs du 27 avril.

*Anik de Ribaupierre, doyenne*